

RÉPONSE DU GROUPE ORANGE
À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP SUR LES
ATTRIBUTIONS DE FREQUENCES DANS LA BANDE 3,4 – 3,8 GHz
POUR LE DEPLOIEMENT DE RESEAUX MOBILES OUVERTS AU
PUBLIC A MAYOTTE

7 AVRIL 2025

VERSION PUBLIQUE

Version publique

Dans la suite du document, « Orange » désigne le Groupe Orange.

1. Remarques liminaires

Orange remercie l'Arcep de l'opportunité qui lui est offerte d'exprimer ses commentaires sur un projet d'attributions de fréquences en bande 3,4 – 3,8 GHz pour le déploiement de réseaux mobiles ouverts au public à Mayotte.

A la suite du passage du cyclone Chido à Mayotte le 14 décembre 2024, les réseaux de communications électroniques fixe et mobile sur l'île ont subi des dégradations considérables :

- La boucle locale fixe, majoritairement déployée en aérien, a été quasiment entièrement détruite ;
- Le réseau mobile a été coupé en très grande majorité soit pour cause de coupure énergétique soit parce que la collecte était hors service.

A ce jour, le réseau mobile est rétabli mais reste saturé malgré le spectre attribué récemment aux opérateurs étant donné l'état du réseau fixe limité et fragile sur l'ensemble de l'archipel.

En conséquence, **si le besoin de la bande 3,4 – 3,8 GHz pour la 5G était déjà manifeste avant le passage du cyclone (plus de la moitié de nos sites saturaient à fin octobre 2024), cette ressource en spectre est désormais indispensable.**

C'est pourquoi, comme nous l'avons déjà évoqué lors de la précédente consultation publique, **nous souhaitons une attribution rapide d'une quantité de spectre suffisante dans la bande 3,4-3,8 GHz nous permettant d'activer la 5G et de répondre ainsi aux besoins des Mahorais.**

Question n°1. Au regard des éléments présentés ci-avant, souhaiteriez-vous utiliser des fréquences de la bande 3,4 – 3,8 GHz pour du service mobile sur le territoire de Mayotte ? Si oui, quelle quantité souhaiteriez-vous utiliser ? Pour quel service ?

Question n°2. Le cas échéant, ce besoin serait-il dépendant du positionnement des fréquences au sein de la bande 3,4 – 3,8 GHz, dès lors que celles-ci forment un bloc contigu ?

Question n°3. Au regard des éléments présentés ci-avant, identifiez-vous un besoin à disposer d'une autorisation d'utilisation temporaire dans la bande 3,4 – 3,8 GHz pour du service mobile sur le territoire de Mayotte, dans le contexte du rétablissement et du renforcement capacitaire des réseaux de télécommunications ouverts au public à la suite du passage du cyclone Chido ?

Question n°4. Le cas échéant, ce besoin serait-il dépendant du positionnement des fréquences au sein de la bande 3,4 – 3,8 GHz, dès lors que celles-ci forment un bloc contigu ?

Dans cette partie, nous répondons aux questions 1, 2, 3 et 4.

Les fréquences en bande 3,4 – 3,8 GHz seront indispensables à Orange pour lui permettre de répondre aux besoins des marchés mahorais : [SDA : ...]

Afin d'absorber ce trafic supplémentaire, **Orange souhaite disposer d'un bloc de** [SDA : ...]

[SDA : ...]

[SDA : ...]

Enfin, Orange rappelle que l'attribution de quantités de fréquences supérieures à 100 MHz en bande 3,4-3,8 GHz est plutôt courante, notamment en Europe (au moins 18 pays concernés). A plus long terme, à l'horizon 2030 et au-delà, les évolutions technologiques de la 5G permettront de gérer des largeurs de bande strictement supérieures à 100 MHz « nativement », sans mécanisme d'agrégation.

[SDA : ...]

Question n° 5. Avez-vous des commentaires concernant la durée maximale de trois ans, proposée ci-dessus pour les autorisations temporaires d'utilisation de fréquences dans la bande 3,4 – 3,8 GHz ?

[SDA : ...]

Question n° 6. Avez-vous d'autres remarques ?

Les redevances prévues au titre des autorisations qui seront délivrées en bande 3,4-3,8 GHz à Mayotte, telles que détaillées dans la consultation de l'Arcep en partie 5, n'appellent pas de commentaire d'Orange.

[SDA : ...]

Version publique